

Christophe Castaner nommé conseiller auprès de Shein, le secteur du prêt-à-porter français « profondément indigné »

Ministre de l'intérieur au cours du premier mandat d'Emmanuel Macron, il a été nommé au sein du comité responsabilité sociale et environnementale du géant chinois de la fast fashion, ainsi que l'ex-secrétaire d'Etat aux droits des victimes Nicole Guedj et l'ancien patron de la Fédération française de l'assurance Bernard Spitz.

Par [Le Monde](#) (avec AFP)

Publié le 23 décembre 2024 à 16h20, modifié le 23 décembre 2024 à 16h52

L'ancien ministre de l'intérieur Christophe Castaner a été nommé par le géant chinois Shein au sein de son comité responsabilité sociale et environnementale, a-t-il confirmé auprès du *Monde*, après une information révélée par [La Lettre](#), le 20 décembre.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Shein, machine infernale de la « fast fashion »](#)

M. Castaner explique avoir accepté cette nomination afin que le géant chinois de la fast fashion « *aille plus loin dans ses orientations stratégiques en matière d'impact social et environnemental* », a-t-il expliqué auprès du *Monde*. Et ce, alors que Shein fait face à plusieurs accusations, ces dernières années : recours au travail forcé des Ouïgours, en Chine ; non-respect des droits humains au sein des ateliers des sous-traitants ; ou encore son fort impact environnemental avec la vente à bas prix de vêtements en polyester.

Pour « *faire évoluer une filière* », la « *puissance publique ne peut pas tout* », avance M. Castaner, estimant que « *la marche est haute, mais les dirigeants de Shein ont une vraie volonté de s'adapter aux attentes européennes* ».

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Le mystérieux « voyage privé » de Christophe Castaner en Chine](#)

Examen d'une proposition de loi au Parlement

Shein avait annoncé, le 6 décembre, la mise en place de comités stratégiques destinés à l'accompagner dans sa démarche de responsabilité sociétale (RSE). Les trois premiers membres recrutés pour former ce premier comité régional, destiné à conseiller le groupe dans la zone Europe, Afrique, Moyen-Orient sont trois Français : l'ancien ministre de l'intérieur Christophe Castaner donc, l'ex-secrétaire d'Etat aux droits des victimes Nicole Guedj et l'ancien patron de la Fédération française de l'assurance Bernard Spitz.

Face à ces nominations, la Fédération française du prêt-à-porter féminin a fait part, lundi, de sa « *profonde indignation* ». D'autant qu'elles interviennent quelques mois après l'adoption par l'Assemblée nationale, à l'unanimité, [d'une proposition de loi](#) qui vise notamment à « *réduire l'impact environnemental de l'industrie textile* », fait remarquer l'organisation dans son communiqué. Le texte qui doit désormais être examiné par le Sénat instaure notamment

un système de « bonus-malus ». Les entreprises les moins vertueuses seraient contraintes de payer des pénalités qui seraient reversées aux sociétés les plus vertueuses.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Shein : « Derrière les tee-shirts à 2 euros ou les robes à 9 euros se cache un système d'exploitation d'une rare violence »](#)

Ces nominations « témoigne[nt] d'une tentative manifeste de greenwashing de la part de cette entreprise qui inonde le marché de vêtements de mauvaise qualité et de lobbying visant à freiner les efforts législatifs en cours », accuse la Fédération française du prêt-à-porter féminin. Yann Rivoallan, le président de cette organisation, estime qu'il « ne p[eut] pas laisser les intérêts d'entreprises comme Shein piétiner les efforts de toute une industrie pour adopter des pratiques responsables ». « Ces partenariats honteux entre des politiques et un géant destructeur ne doivent pas influencer notre avenir commun », ajoute-t-il.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [En Chine, comment le site de vente en ligne Temu écrase les prix et les producteurs](#)

[Le Monde \(avec AFP\)](#)